



# Québec 2013: la démocratie des riches s'est imposée partout

Par [Roméo Bouchard](#)

Mondialisation.ca, 30 décembre 2013

Région : [Le Canada](#)  
Analyses: [LE QUÉBEC](#)

Le fil qui relie, pour moi, les grands événements et débats de l'année, au Québec et dans le monde, est le détournement de la démocratie au profit des riches, la mise au rancart de la souveraineté du peuple.

1. La tragédie du Lac Mégantic a suscité une vague de colère et de solidarité, mais on a vite compris que c'est nous qui allons payer la facture et non les propriétaires des trains et des produits qu'ils transportaient. Les mêmes qui voudraient nous imposer le principe de l'utilisateur-payeur refusent de se plier au principe du pollueur-payeur. Nos gouvernements vont payer pour leurs amis sans protester. Pire encore, loin d'enregistrer la leçon de Mégantic, tant à Québec qu'à Ottawa, ils ouvrent les vannes du pétrole: ils approuvent aveuglément l'un après l'autre les pipelines et les forages : inversion du pipeline 9B de Enbridge, pipeline Northern Gateway de Enbridge en Colombie britannique, bientôt le pipeline Énergie Est de TransCanada, plus performant à lui seul que les deux précédents, avec des terminaux d'exportation par bateau à Cacouna et St-Jean. On veut tripler l'exploitation des sables bitumineux. On autorise les forages sur l'Île d'Anticosti, dans la péninsule gaspésienne, dans le golfe, aux Iles-de-la-Madeleine, dans le Banc des Américains entre Gaspé et Percé. On pose des conditions pour la forme, mais on ignore systématiquement le problème des gaz à effet de serre et de l'après-pétrole. Nos écologistes de service au gouvernement, les Ouellet, Breton, McKay, Trottier, Blanchet font le tapis. C'est la démocratie des pétrolières qui s'impose, la démocratie de l'argent, de la croissance, de la création de la richesse à n'importe quel prix.

2. La Commission Charbonneau nous a ouvert les yeux sur l'ampleur de la collusion et de la corruption entre les partis politiques, les politiciens et les services publics d'une part, et les entreprises de construction, les firmes d'ingénieurs et d'avocats et le crime organisé d'autre part. À Ottawa, le scandale des Sénateurs, des F-35 fait rage. À Toronto, celui de la Ford nation. Des scandales semblables ont éclaté un peu partout dans le monde : en France (Ingrid Bétancourt), en Italie (Berlusconi), en Chine, aux États-Unis (Lobby des armes à feu et des compagnies d'assurance-maladie) : la proximité des représentants qu'on élit avec ceux qui nous exploitent est telle qu'il devient évident que les élections ne sont qu'une farce : en réalité, on élit nos maîtres et on ne les choisit même pas : les partis nous les imposent. Et d'une élection à l'autre, on continue à jouer le jeu de cette démocratie des riches.

3. Les élections municipales ont pris cette année un autre sens. Le rôle des autorités territoriales, les maires et les conseils des premières nations, a refait surface avec les scandales sur les contrats d'infrastructures, mais aussi avec la multiplication de projets importants d'exploitation des ressources naturelles : mine Arnaud à Sept-Iles, forages à Gaspé et aux Iles-de-la-Madeleine, mine d'uranium et de diamant au pays des Cree (Monts Otish), méga-cimenterie à Port-Daniel, fermeture de Gentilly, transport des matières

dangereuses, passage de pipelines en milieu habité, parcs éoliens, etc. La mairesse de Mégantic et ses pompiers sont devenus un symbole de l'importance de ces gardiens du territoire et des communautés. Les ponts, le transport en commun, l'urbanisme sont devenus des enjeux municipaux majeurs dans les villes. Malheureusement, ici comme ailleurs, les chefs de communauté se voient amputés de leurs pouvoirs par les compagnies, le libre-échange et les pouvoirs centralisés de l'État. La nouvelle politique de la ruralité n'y changera rien. La souveraineté de l'État étouffe la souveraineté populaire et asservit le territoire et les communautés au pouvoir des promoteurs. L'État central, aussi bien celui d'Ottawa que de Québec, infiltré par les riches, étouffe les communautés territoriales. La démocratie des riches exige que nos gouvernements fassent taire les communautés qui résistent.

4. La guerre des Chartes, québécoises et canadiennes, illustre bien que les constitutions et les chartes ont été écrites par les notables pour s'assurer que le peuple ne fasse pas obstacle aux libertés individuelles, à la propriété privée, au libre-échange et au multiculturalisme dont ont besoin les riches. Les chartes et les constitutions sont à deux tranchants. Les juges veillent au grain. L'argent est apatride et sans frontière. Un peuple souverain n'est pas qu'un paquet d'individus qui ont tous droit à leur opinion : c'est une histoire, une culture, un territoire, une façon de vivre. Mais ce droit du peuple et son intérêt collectif sont la plupart du temps confisqués et instrumentalisés à des fins électorales et économiques. Le Canada a d'abord été créé pour fournir un espace économique aux grands patrons anglo-saxons. Les chartes et les constitutions devraient nous protéger des tyrans et des intérêts privés, mais nous les avons laissé écrire par les tyrans eux-mêmes. Ne soyons pas dupes : l'État de droit est désormais celui qui assure le droit des riches, non celui du peuple.

5. La souveraineté alimentaire est désormais sur toutes les lèvres. En fait il s'agit plutôt d'autosuffisance alimentaire. Tout le monde est pour les produits locaux. Ça fait aussi l'affaire de l'UPA. Mais c'est essentiellement du bla bla. Dans les faits, le commerce de l'alimentation est entre les mains de grandes chaînes et de multinationales qui ne vont pas changer leurs politiques d'approvisionnement et de mise en marché pour plaire au ministre Gendron. Avec le libre-échange, on est passé de 78% à 33% de produits québécois sur les tablettes. Les règles du commerce interprovincial et international interdisent maintenant de protéger les produits locaux. Les institutions publiques sont contraintes de réduire leurs dépenses au maximum, donc peu disposées à diversifier leur approvisionnement. Notre agriculture est désormais orientée vers la production intensive intégrée et refuse obstinément de se restructurer en fonction d'une production et d'une mise en marché de proximité, encore moins d'une agriculture biologique. Gendron sait tout cela. Ici aussi, les politiciens ont beau faire semblant d'être favorable au peuple, ce sont les riches qui imposent leur loi et leurs règles.

6. Le déficit et la dette de l'État sont devenus une obsession : au Québec, mais aussi au Canada, aux États-Unis, dans les pays européens, particulièrement la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, et aussi dans les pays sous-développés. Les banques privées et d'État, le Fonds monétaire et la Banque mondiale, les agences de notation font et défont les États; ils réduisent les individus à l'esclavage par le crédit. Après les avoir poussés à s'endetter, ils les forcent à l'austérité pour rembourser à des taux toujours plus élevés et se refinancer à même les fonds publics. La démocratie des riches, c'est la démocratie des banques, la démocratie des fous.

7. La partisanerie politique a continué à empoisonner la vie politique cette année. Aux

États-Unis, dans le débat sur le budget américain, sur la réforme de la santé, sur les armes à feu. Mais aussi au Québec, dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, plus particulièrement sur la loi des mines. Il n'y a que pour le pétrole qu'ils sont tous d'accord, parce qu'ils ont tous besoin des pétrolières et des barons de l'automobile et des routes pour se faire élire. Les partis ne visent qu'une chose : s'emparer du pouvoir, et pour y parvenir, ils ont besoin de plaire aux riches tout en faisant semblant de veiller sur le peuple. C'est le nerf de la guerre des chefs qui aspirent au pouvoir : Couillard, Trudeau, Mulcair, Harper, Marois, Legault : d'abord l'économie, c'est-à-dire, d'abord les riches, ceux qui créent la richesse, les bienfaiteurs de l'humanité. C'est un cercle vicieux, celui de la démocratie des riches.

8. Le monde arabe (Syrie, Liban, Irak, Iran, Arabie, Égypte, Libye, Tunisie), déchiré entre les pétrodollars et Allah, les Chiites et les Sunnites, les Islamistes et les Démocrates, les Russes et les Américains, continue à s'entretuer, et les puissances mondiales les regardent s'entretuer en protestant du bout des lèvres. Les pétrodollars, le pétrole et les vendeurs d'armes tirent les ficelles en coulisses : les riches comme toujours mènent le jeu, étouffent les révolutions, et le peuple sert de chair à canon.

9. En Asie (Chine, Corée, Bangladesh, Afghanistan), les dictateurs, chefs de guerre et petits patrons favorisent une oligarchie de nouveaux riches qui utilisent sans scrupules une masse de pauvres pour produire à bon marché des objets de consommation pour les multinationales occidentales. Au nom du libre-échange, les riches exploitent et tyrannisent les masses pauvres au profit de l'Occident et d'une poignée de nouveaux riches. C'est l'envers de la démocratie des riches.

10. On a tous aimé Mandela, qui a vaincu l'apartheid, créé la nationalité arc-en-ciel et rallié l'Afrique, mais les riches d'Afrique, blancs pour la plupart, continuent à régner et à s'enrichir sur le dos des pauvres, noirs essentiellement, et même le parti de Mandela est devenu complice de ce nouvel apartheid, qui est aussi le nôtre. L'argent n'a pas de couleur mais il s'accumule et se concentre. Il est oligarchique, ostentatoire et obsessionnel : psychopathe. Il mène le monde au précipice, comme un train fou.

Un événement symbolise et résume ce triomphe de la démocratie des riches : la mort de Paul Desmarais, qui nous a fourni l'occasion rarissime de voir tous ces riches, réunis au grand jour, à la basilique Notre-Dame, rendre hommage, à genoux, à un de leurs dieux : familiers de l'Olympe de Sagard, évêques, politiciens, vedettes, banquiers, chefs d'État, d'une seule voix, convaincus qu'ils créent la richesse alors qu'ils ne font qu'en profiter, qu'ils sont les bienfaiteurs du peuple alors qu'ils ne font que l'exploiter et le réquisitionner.

Qui pourra rétablir la souveraineté du peuple si ce n'est une assemblée constituante démocratique?

**Roméo Bouchard**



**Roméo Bouchard** est le fondateur du mouvement « Sauver les campagnes » et de « l'Union paysanne » au Québec.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Roméo Bouchard](#), Mondialisation.ca, 2013

---

Articles Par : **[Roméo Bouchard](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)